

Ultimes chances

Après avoir brillamment réussi son examen d'auto-saisine sur la société civile et la démocratie participative en juin dernier, le Conseil national économique et social s'est aussitôt remis à l'œuvre, à la demande du président de la République (dans le langage consacré on parle de «saisine») pour mener à terme «une concertation nationale sur la gouvernance du développement local».

Le communiqué du Conseil des ministres du 28 août dernier comporte deux longs paragraphes qui explicitent la saisine : il est explicitement attendu de lui qu'il anime un «large débat national» pour aboutir avant la fin de l'année en cours à des assises nationales sur la gouvernance du développement local». Suivent deux instructions majeures qui indiquent que les conclusions de ces assises sont partie intégrante du «programme national de réformes» et que le gouvernement est «comptable de leur mise en œuvre».

Les observateurs avertis ont souligné la mise en perspective historique inédite des réformes politiques initiées, puisqu'il s'agit de «faire progresser davantage le système politique démocratique et pluraliste que les Algériennes et Algériens ont institué voilà deux décennies». D'aucuns verront, au moins, la réhabilitation des réformes Hamrouche, longtemps et injustement rendues coupables de toutes nos dérives. Voilà que le président les assume, lui qui déclare par ailleurs explicitement initier les prochaines étapes des réformes politiques, y compris le projet de révision de la Constitution. Courtisans, bouffons et laudateurs éduqués au réflexe pavlovien de l'acquiescement spontané peinent à retrouver la direction des vents à venir !

Plus sérieusement, l'exercice de saisine, qui date d'une décision du 2 mai 2001, porte sur «une concer-

tation nationale». Le dictionnaire associe le verbe se concerter à «s'entendre pour agir ensemble».

Comment agir ensemble dans un moment historique où les Algériens ont perdu y compris l'habitude et la capacité à s'écouter, sans recourir à la violence, quelle qu'en soit la forme.

Dans le contexte historique particulier que traverse notre pays, l'entente en question vise à panser et à soigner – dans le prolongement de la politique de réconciliation nationale – les lignes de fracture ayant affecté la société d'une part, ses rapports à l'Etat d'autre part. Ce faisant, elle consolide le front intérieur à un moment de fortes tensions et menaces extérieures immédiates (régionales) de fragmentation sociale et territoriale. La véritable menace vient de l'absence des populations dans l'acte de gouvernance.

Il s'agit donc de «s'entendre». Cela suppose que l'exercice soit accompli par les parties en présence de bonne foi, hors de toutes «hégémonies de vues». En d'autres termes, il ne s'agit pas de faire le procès de qui que ce soit mais d'asseoir les termes d'un accord en vue d'une action concertée. Dans le même temps, indique la note d'organisation de la concertation nationale, il convient de «s'écarter des rencontres alibis, de la routine, de la vision bureaucratique, ainsi que de toute hégémonie de vue des pouvoirs publics». Il s'agit, indique-t-on, d'une «ingénierie de contact direct» qui implique «d'être en mode écoute optimum de sorte à élargir le spectre de réfraction de la parole restituée à toutes les populations cibles répertoriées».

Les voix critiques qui continuent de s'exprimer dans le prolongement du scepticisme affiché lors des premières assises de la société civile sont moins visibles aujourd'hui, mais elles nourrissent l'espoir d'un échec de la transition démocratique pour des solutions

cataclysmiques qui célébreraient définitivement la victoire de l'hégémonie étrangère sur ce qui reste d'espaces de souveraineté, nationalisme ou d'indépendance. Elles participent d'une sorte de nihilisme inhibiteur

A ce titre, la saisine sur la gouvernance du développement local s'inscrit en droite ligne des espoirs exprimés par la société civile, constituée ou émergente, puisqu'il est attendu du Cnes «de concourir à l'émergence de solutions locales et régionales propres à restaurer les distorsions et dysfonctionnements des systèmes de gouvernance au plus proche des vécus citoyens».

Il n'est pas attendu du Cnes de refaire – même s'il ne peut les ignorer – l'exercice confié à la Commission de réforme des missions de l'Etat dont les conclusions et recommandations demeurent malheureusement toujours d'actualité, lorsqu'elles n'ont été carrément contournées pour arriver au résultat inverse de celui escompté : celui d'un Etat efficace, anticipateur, innovant, garant de la justice sociale et de l'égalité.

Le développement local est à diagnostiquer ici en termes de gouvernance des fondements d'un Etat solidaire, fort et responsable.

Il s'agit d'apprécier de façon critique le mode de constitution, de gestion, d'affectation/mobilisation/répartition des ressources – que ces ressources soient de nature financière, humaine ou de pouvoirs/prérogatives. 400 communes restent encore en déficit budgétaire et vivent de subventions d'équilibre, les postes communaux sont des voies de garage humiliantes, rétribués au rabais et qui rebutent les compétences les moins exigeantes.

La délégitimation de l'Etat, la violation de son impartialité, la désorganisation des services publics ont fini par faire baisser les bras aux plus optimistes.



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

La performance du mode de gouvernance des ressources est mesurée en termes d'impacts sur les territoires et les populations dont les attentes ne sont plus seulement vitales (de «basic needs») mais qualitativement supérieures, liées à la participation, à la transparence, en un mot à l'Etat de droit.

A ce titre, un focus particulier est accordé à la démocratie participative (qui concourt à l'amélioration du bien-être immédiat et quotidien), d'une part, et aux besoins particuliers de la jeunesse, d'autre part, pour en faire un élément incontournable dans toutes les étapes de cette concertation. De même que la participation de la femme doit être réelle et non figurative ; et sa présence visible. Les premières réactions qui ont suivi l'annonce de mesures contraignantes pour l'élargissement de la représentation des femmes au sein des assemblées élues montrent à quel point la misogynie et le machisme, l'intégrisme et l'obscurantisme ont fait de cet objectif leur ennemi sacré. Pauvre cause !

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Vacances gâchées, matraques plus lourdes !

S'il est élu président de la France, le socialiste Arnaud Montebourg a promis de présenter des excuses officielles pour le passé colonial de son pays en Algérie.

Et zut ! Y aura donc jamais d'excuses !

Une pensée émue ce matin pour tous ces «rappelés». Wallah que j'ai un pincement au cœur pour eux ! Imaginez un peu. Ils coulaient des jours heureux de vacances bien méritées, lorsque leur patron, le général Hamel, leur a envoyé des fax de suspension de congés et de permissions. Allez ! Tout le monde tombe le short et la chemise à fleurs ! Retour au boulot, fissa ! Mon Dieu que la vie de flic est dure et ingrate. Vous ne pouvez bénéficier comme tout le monde d'un congé normal. Et par la faute de qui, hein, je vous le demande ? Par la faute de ces maudits grévistes et graines de sit-in. Ah ! Ceux-là, quand même ! Ils se sont tous tapés des vacances en bonne et due forme. On ne les a pas entendus tout l'été. Et là, à peine la rentrée entamée de quelques petites heures, et les braves policiers tout juste installés dans leurs hamacs, que les voilà, les chenapans qui appellent à faire le barouf en ville et

en campagne. Ont-ils pensé un instant ces syndicalistes, ces profs, ces communaux, ces communards aux désagréments et aux tracas qu'ils occasionnent ainsi aux pòvres fonctionnaires de la DGSN ? Ont-ils réfléchi une minute, une minute seulement au chambardement dans les réservations d'hôtels, de pensions et de campings opérées depuis des mois par les pauvres tuniques bleues ? Essayez, vous, de vous faire rembourser votre deuxième semaine de location aux Flots Bleus par le patron du camping lorsque vous venez lui annoncer votre rappel d'urgence à la caserne. Lui n'en a cure. Il a encaissé pour 15 jours, il remboursera que dalle ! Et puis, au-delà de cet aspect strictement pratique, les «menaceurs» de grève, les brandisseurs de banderoles sous les fenêtres du Palais ont-ils juste pensé à l'état psychique du flic privé de vacances ou de permission ? Il est à bout, le monsieur ! Faudra pas venir vous plaindre ensuite, camarades syndicalistes, si les coups pleuvent plus fort cette année. C'est de votre faute ! Vous leur avez gâché leurs vacances, aux tuniques bleues. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.